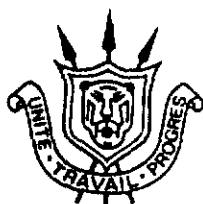


DN 2531

REPUBLIQUE DU BURUNDI

PROGRAMME DES NATIONS UNIES  
POUR LE DEVELOPPEMENT



MINISTRE DE LA PLANIFICATION  
DU DEVELOPPEMENT ET DE LA  
RECONSTRUCTION

Projet BDI/95/003 : Stratégie  
de Développement Humain  
Durable

## **CONTRIBUTION THEMATIQUE AU RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE AU BURUNDI**

**THEME : ROLE ET STATUT DE LA FEMME DANS LE PROCESSUS  
DE DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE.**

**REPUBLIQUE DU BURUNDI**

**PROGRAMME DES NATIONS UNIES  
POUR LE DEVELOPPEMENT**



**MINISTERE DE LA PLANIFICATION  
DU DEVELOPPEMENT ET DE LA  
RECONSTRUCTION**

**Projet BDI/95/003 : Stratégie  
de Développement Humain  
Durable**

## **CONTRIBUTION THEMATIQUE AU RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE AU BURUNDI**

**THEME : ROLE ET STATUT DE LA FEMME DANS LE PROCESSUS  
DE DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE.**

## **PLAN DE TRAVAIL.**

<b>INTRODUCTION -----</b>	<b>1</b>
 <b><u>CHAP I. SITUATION DE LA FEMME AU BURUNDI --</u></b>	<b>3</b>
<b><u>DU POINT DE VUE DHD.</u></b>	
 I.1. Situation de la femme au niveau santé -----	3
a. Les soins de santé primaire chez la femme----- au Burundi.	3
b. La santé maternelle de la femme au Burundi --	3
c. La femme et le VIH/SIDA -----	10
 I.2. Situation de la femme au niveau Education -----	11
a. L'enseignement primaire -----	12
b. L'enseignement secondaire -----	13
c. L'enseignement supérieur -----	14
d. L'éducation non formelle -----	17
 I.3. Situation de la femme au niveau économique -----	18
a. Les crédits accordés aux femmes -----	18
b. Le travail non rémunéré de la femme -----	23
 I.4. Situation de la femme au niveau politique -----	24
a. Le pouvoir exécutif -----	25
b. Le pouvoir parlementaire -----	26
c. Le pouvoir législatif -----	27
 1.5 Impact de la crise -----	28
a. La santé de la femme dans les camps -----	30
b. L'enseignement primaire -----	31
c. L'enseigne,ment supérieur -----	32

I.6 L' ISDH et l'IPF -----	33
a. L' ISDH -----	33
b. L' IPF -----	34
<b><u>CHAP II. OBSTACLES ET CONTRAINTES A LA</u></b> -----	<b>36</b>
<b><u>PARTICIPATION DE LA FEMME AU DHD</u></b>	
II.1. Obstacles d'origine socio-culturelle -----	36
a. Au niveau culturel -----	36
b. Au niveau du secteur de santé -----	36
c. Au niveau de l'enseignement -----	37
II.2. Obstacles d'origine juridique -----	38
II.3. Obstacles d'origine économique et financière ----	40
II.4. Obstacles d'origine politique et institutionnelle --	41
<b><u>CHAP III. PERSPECTIVES DE PROMOTION DE</u></b> -----	<b>43</b>
<b><u>LA FEMME POUR LE DHD.</u></b>	
III.1. Santé -----	43
III.2. Education -----	43
III.3. Rôle de la femme elle-même -----	44
III.4. Rôle des pouvoirs publics -----	45
III.5. Rôle des organismes d'encadrement et ----- de soutien au développement.	46
III.6. Rôle du législateur et des services utilisateurs ----	46
III.7. Rôle de la société civile -----	47
<b>CONCLUSION -----</b>	<b>48</b>

## **LISTE DES ABBREVIATIONS.**

CPPF: Bureau de Coordination du Programme National de Planification familiale

CHUK: Centre Hospitalo-Universitaire de Kamenge

CPN: Consultations PréNatales

CAP: Couple Année de Protection

BANCOBU: Banque Commerciale du Burundi

BCB: Banque de Crédit de Bujumbura

BBCI: Banque Burundaise de Commerce et d'Investissement

BPB : Banque Populaire du Burundi

IBB: InterBank du Burundi

CAMOFI: Caisse d'Epargne et de crédit du Burundi

BNDE: Banque Nationale de Développement Economique

BGF: Banque de Gestion et de Financement

ASBL: Association sans but Lucratif

OAP: Opération d'Appui à l'Auto-promotion

FNUAP: Fonds de Nations pour la Population

IPF: Indice de Participation de la femme

ISDH: Indice de Sexospécificité du Développement Humain

IDH: Indice de Développement Humain

UFB: Union des Femmes Burundaises

CCIB: Chambre de Commerce et d'Industries du Burundi

FNG: Fond National de Garantie

FOSIP: Fonds de soutiens à l'Investissement Privé

# **LE ROLE ET LE STATUT DE LA FEMME AU BURUNDI DANS LE DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE.**

## **INTRODUCTION**

Deux principales raisons incitent le monde à investir dans la femme: la bonne gestion des ressources humaines et l'équité.

Selon le recensement général de la population burundaise d'Août 1990, les femmes représentent 51,3% de la population. Ignorer et négliger l'apport de la femme, donc plus de la moitié de la population burundaise serait mal apprécier la question de développement économique du pays.

Le Burundi est essentiellement peuplé par des ruraux ayant comme activité économique principale, le travail de la terre, basée sur une économie de subsistance. Le secteur primaire représente 56% du PIB dont 80% proviennent de l'agriculture qui est principalement sous la responsabilité des femmes.

La femme en tant que mère, veille au bien être de tous les membres de la famille. Un adage dit que « éduquer une femme , c'est éduquer toute une société ». Au Burundi, comme partout ailleurs, c'est la femme qui dispense les premiers soins à l'enfant et l'éducation de base, lui inculque les valeurs traditionnelles fondamentales, l'initie à la socialisation et aux travaux. Elle est par conséquent à la base d'un capital humain physiquement et intellectuellement efficace ou inefficace au développement humain durable. Tous ces atouts justifient la raison à investir dans la femme, celle-ci reste un potentiel incontournable dans le développement humain durable.

Malgré tous les avantages évidents à investir dans la femme, celle-ci reste pauvre. A cet effet, il est évident que pour lutter contre cette pauvreté, les femmes qui constituent la majorité des ressources humaines et de surcroît pauvres , doivent être placées au centre de tout effort de développement durable.

La communauté internationale, convaincue de mener une bataille contre la pauvreté, a reconnu la nécessité et l'importance capitale d'utiliser ce potentiel humain « femme » dans les efforts de développement . C'est ainsi qu'au cours des deux dernières décennies, des conférences et sommets mondiaux furent organisés avec comme engagement d'éliminer toute forme de discrimination, de prôner l'égalité de l'homme et de la femme et de promouvoir

la femme. Ce sont notamment, la conférence mondiale de Copenhague, la conférence mondiale de Nairobi, la conférence internationale du Caire, la conférence internationale de Beijing etc..., toutes ont reconnu la potentialité femme comme un moyen de lutte contre la pauvreté dans le monde pour un développement durable.

Le Burundi a essayé de s'inscrire dans cette logique mondiale et a organisé des travaux et séminaires pour diffuser les conclusions issues de ces sommets et sensibiliser la femme burundaise pour qu'elle prenne davantage conscience de son statut et milite pour sa revalorisation.

Quelques améliorations se sont fait remarquer comme la révision du code des personnes et de la famille, la nomination symbolique des femmes aux postes de responsabilité et dans des commissions nationales, etc.

Malgré ces timides innovations, beaucoup reste à faire et la femme burundaise aura toujours à l'esprit que rien ne sera offert sur un plateau d'argent, elle devra mener une incessante dure bataille pour que l'homme puisse lui concéder quelques droits.

Le présent travail comprend trois chapitres à savoir: la situation de la femme au Burundi dans le processus de développement humain durable, les obstacles et contraintes à la participation de la femme au développement humain durable, perspectives de promotion de la femme dans le développement humain durable.



## **CHAP.I. SITUATION DE LA FEMME AU BURUNDI DU POINT DE VUE DHD.**

Le développement humain durable est un processus visant à élargir la palette de choix offerte à toutes les composantes de la société sans distinction aucune. C'est pourquoi, l'exclusion permanente des femmes de nombreuses opportunités économiques et politiques constitue une mise en accusation permanente d'un progrès moderne.

Au Burundi, la situation s'est améliorée depuis un certain temps mais reste toujours discriminatoire . Nous allons par conséquent tracer un panorama de la situation de la femme du point de vue de la santé qui est la principale source de vie, ensuite, nous allons analyser la situation de la femme dans le domaine de l'éducation, au niveau économique , politique . Dans ce même chapitre, un accent sera accordé à l'impact de la crise sur la femme au Burundi. Enfin, nous allons analyser les indices de développement humain qui tiennent compte des différences entre les sexes.

### **I.1. SITUATION DE LA FEMME AU NIVEAU DE LA SANTE.**

De nombreux études et écrits ont constaté que les complications liées à la grossesse et à l'accouchement sont parmi les principales causes de mortalité des femmes en âge de procréer, c'est le cas du Burundi. Elles ont également insisté sur la prévention du VIH/SIDA , des MST chez la femme. Des efforts ont été faits au Burundi pour pallier à ces situations: citons entre autres la multiplication des infrastructures sanitaires, la mise sur pied des structures ou projets d'encadrement en nutrition, en vaccination et en matière de santé maternelle et infantile etc...

#### **a. Les soins de santé primaire chez la femme au Burundi.**

Les soins de santé comprennent en général sept éléments essentiels à savoir:

- L'éducation sur les principaux problèmes de santé et les méthodes de prévention et de lutte à leur appliquer. Les femmes au Burundi ne suivent pas souvent ses formations par manque de temps et sont par conséquent les plus vulnérables.
- La promotion de bonnes conditions d'alimentation et de nutrition qui sont actuellement problématique dans les camps des sinistrés au Burundi.

- L'approvisionnement en eau saine et des mesures d'assainissement de base.  
Au Burundi, 70% de la population avait accès à l'eau potable avant la crise.

- La protection maternelle et infantile
- La vaccination contre les grandes maladies infectieuses
- Le traitement approprié des maladies et lésions courantes
- La fourniture des médicaments essentiels

Tous ces éléments faisant partie des soins de santé primaires incombent en priorité à la femme et à l'enfant qui sont les plus vulnérables. Le manque de soins de santé de la femme a pour conséquence la perte d'une importante force de travail pour le ménage.

#### **b. La santé maternelle de la femme au Burundi.**

La vie et la santé de la femme burundaise sont liées à sa maternité. La stabilité au foyer, son respect et son intégration dans la famille du conjoint et dans son entourage lui sont conférés par son statut de femme-mère. Toutefois, ce privilège d'être mère constitue un risque pour la femme: c'est à la fois une situation heureuse mais aussi dangereuse car la maternité est parfois source de décès maternels. Les femmes en mauvaise santé mettent au monde des enfants de faible poids, de moindre résistance aux maladies et dont la probabilité de survie diminue.

**Tableau n°1: Proportion des enfants de faible poids à la naissance (moins de 2,5 kg) de 1992 à 1996.**

Année	1992	1993	1994	1995	1996
Proportion des enfants de poids inférieur à 2,5 kg (%), à la naissance	16,5	15,1	15,4	15,6	16,7

Source : Bilans des activités de santé reproductive/Planification familiale CPPF 1996.

**Tableau n° 2: Taux de mortalité néonatale précoce, de 1992 à 1996.**

Année	1992	1993	1994	1995	1996
Taux de mortalité néonatale précoce (%)	13,4	10,7	15,0	14,8	10,3

Source : Bilans des activités de santé reproductive/Planification familiale CPPF 1996.

La mortalité maternelle liée à la grossesse est citée parmi les premières causes de décès hospitaliers. En 1994, la pathologie liée à la grossesse et à l'accouchement vient en 3ème position après le paludisme avec 26.2% de malades hospitalisés et la dysenterie bacillaire avec 13% et représente 8.8% de malades hospitalisés.

D'après les estimations, le taux de mortalité maternelle en Afrique est de 600 pour 100.000 naissances vivantes. Les données recueillies auprès des centres de santé donnent respectivement les taux de mortalité maternelle et le nombre d'avortements.

**Tableau n°3 : Taux de mortalité maternelle, de 1992 à 1996.**

Année	1992	1993	1994	1995	1996
Taux de mortalité maternelle (pour 100.000 naissances vivantes)	553	445	752	436	826

Source : Bilan des activités de santé reproductive/Planification familiale CPPF 1996.

**Tableau n°4 : Avortements, de 1992 à 1996.**

Année	1992	1993	1994	1995	1996
Avortements	3980	1855	1683	1652	1778

Source : Bilan des activités de santé reproductive/Planification familiale CPPF 1996

Les principales causes de cette mortalité maternelle sont:

- Les hémorragies: 66% des urgences en maternité en 1989 au CHUK et à l'Hôpital Prince Régent Charles
- Les infections: 33% des décès maternels dans les hôpitaux de Bujumbura
- L'hypertension : 3% des patients
- les dystocies pour 14% des accouchements en 1989.

Les conditions d'accouchement des mères au Burundi sont très précaires. Plus de 80% des femmes accouchent à domicile dans des conditions d'hygiène très déplorables et souvent sans assistance des personnes qualifiées.

**Tableau n°5 : Proportions des accouchements qui ont lieu dans les structures sanitaires par rapport aux accouchements attendus, de 1992 à 1996.**

Année	1992	1993	1994	1995	1996
Accouchements dans les structures sanitaires (%)	14	11,4	8,4	9,1	9,2

Source : Bilan des activités de santé reproductive/Planification familiale CPPF 1996

**Tableau n°6: Accouchements dans les structures sanitaires, par province, 1996.**

Province	Accouchements attendus	Accouchements dans une structure sanitaire	%
Bubanza	12 053	401	3,3
Bujumbura U.	1 728	1 001	57,9
Bujumbura R.	20 191	3 321	16,4
Bururi	20 839	1 587	12,4
Cankuzo	7 719	629	8,1
Cibitoke	-	-	-
Gitega	30 553	2 756	9,0
Karuzi	15 564	848	5,4
Kayanza	23 954	2 898	12,1
Kirundo	21 683	1 055	4,9
Makamba	12 098	3 555	29,4
Muramvya	23 876	2 657	11,1
Muyinga	20 185	1 198	5,9
Ngozi	26 070	1 288	4,9
Rutana	10 587	917	8,7
Ruyigi	12 897	715	5,5
Ensemble	270 997	24 826	8,8

Source : Bilan des activités de santé reproductive/Planification familiale CPPF 1996

Le taux de fécondité de la femme burundaise reste très élevé. La fécondité dans la tradition burundaise est un signe de bénédiction divine. Dans le système traditionnel de production agricole reposant sur la petite propriété, l'enfant est considéré comme un bien de production et non comme un bien de consommation. Les enfants allègent le travail de la femme et assistent les parents pendant la vieillesse. Dans notre pays où la mortalité infantile est très élevée, il faut avoir beaucoup d'enfants pour qu'il y en ait qui survivent afin d'assurer la continuité de la lignée et constituer une main d'oeuvre productive.

Tableau n° 7: Naissances dans les structures de santé, par province, 1996.

Province	Nouveaux nés vivants	Nouveaux nés vivants avec un poids inférieur à 2,5 kg		Nouveaux nés décédés avant la sortie de maternité
		Effectifs	%	
(1)	(2)	(3)	(4)=(3)/(2)	(5)
Bubanza	357	38	10,6	5
Bujumbura U.	994	39	3,9	27
Bujumbura R.	3 051	504	16,5	38
Bururi	1 515	145	9,6	13
Cankuzo	604	113	18,7	7
Cibitoke	-	-	-	-
Gitega	2 521	496	19,7	8
Karuzi	785	192	24,4	15
Kayanza	270	583	21	34
Kirundo	935	212	22,7	22
Makamba	3 549	542	15,3	59
Muramvya	2 651	433	16,3	21
Muyinga	1 189	147	12,4	11
Ngozi	1 272	175	13,8	15
Rutana	901	141	15,6	14
Ruyigi	709	100	14,0	3
Ensemble	23 783	860	16,2	262

Source : Bilan des activités de santé reproductive/Planification familiale CPPF 1996

Comme la femme n'hérite ni chez ses parents, ni chez son mari, elle ne pourra trouver consolation que chez son fils héritier, d'où, la nécessité pour elle de faire des enfants jusqu'à ce qu'elle ait des garçons. On observe pour toutes ces raisons, une certaine réticence chez la femme à adhérer au programme de planning familial et aux consultations prénatales (CPN).

**Tableau n°8: Evolution de l'indice du CAP depuis 1992.**

Année	1992	1993	1994	1995	1996
CAP	30 258	44 274	18 152	32 341	33 850

Source : Bilan des activités de santé reproductive/Planification familiale CPPF 1996

**Tableau n° 9: Inscriptions en première CPN, par province**

Province	Population estimée en 1996	Accouchements attendus en 1996	CPN 1	
			Effectifs	Taux d'inscription en 1ère CPN (%)
Bubanza	256 441	12 053	2 398	19,9
Bujumbura U	270 803	12 728	7 316	57,4
Bujumbura R	429 590	20 191	12 196	60,4
Bururi	443 391	20 839	13 384	64,2
Cankuzo	164 245	7 719	6 093	78,9
Cibitoke	-	-	-	-
Gitega	650 063	30 553	14 588	47,7
Karuzi	331 148	15 564	6 270	40,3
Kayanza	509 672	23 954	17 247	72,0
Kirundo	461 349	21 683	14 162	65,3
Makamba	257 414	12 098	11 982	99,0
Muramvya	507 990	23 876	12 338	51,7
Muyinga	429 464	20 185	18 363	91,0
Ngozi	554 680	26 070	20 953	80,4
Rutana	225 248	10 587	9 899	93,5
Ruyigi	274 400	12 897	9 224	71,5
Ensemble	5 7658 898	270 997	176 413	65,1

Source : Bilan des activités de santé reproductive/Planification familiale CPPF 1996

Les consultations prénatales diminuent au fur et à mesure, le taux passe de 65,1 % en 1ère année pour tomber à 6,1 % en 4ème année.

Sans consultations prénatales, les mères et les enfants sont exposés à diverses maladies (car absence de vaccination, de diagnostic de maladies, de conseils médicaux,...) et aux accidents imprévisibles lors de l'accouchement.

**Tableau n° 10 : Continuité des CPN, par province**

Province	CPN 1		CPN 2		CPN 3		CPN 4 et Plus	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Bubanza	2398		1082	45,1	544	22,7	249	10,4
Buja Urbaine	7316		4485	61,3	2214	30,3	434	5,9
Buja Rural	12196		7596	62,3	3100	25,4	1105	9,1
Bururi	13384		8453	63,2	3278	24,5	1246	9,3
Cankuzo	6093		4014	65,9	1671	27,4	602	9,9
Cibitoke	-		-	-	-	-	-	-
Gitega	14588		6986	47,8	2172	14,9	749	5,1
Karuzi	6270		2477	39,5	652	10,4	179	2,8
Kayanza	17247		8140	47,2	2433	14,1	813	4,7
Kirundo	14162		6535	46,1	1575	11,1	365	2,6
Makamba	11982		6938	57,9	2985	24,9	1187	9,9
Muramvya	12338		6577	53,3	2677	21,7	857	6,9
Muyinga	18363		10327	56,3	3676	20,0	1209	6,6
Ngozi	20953		10109	48,2	2174	20,4	525	2,5
Rutana	9899		7145	72,2	2022	20,4	617	6,2
Ruyigi	9224		4326	46,9	1595	17,3	544	5,9
Ensemble	176413		95180	53,9	32768	18,6	10681	6,1

Source : Bilan des activités de santé reproductive/Planification familiale CPPF 1996

### **c. La femme et le VIH/SIDA.**

Les femmes sont les plus infectées par le VIH/SIDA. En Afrique Subsaharienne, on compte 6 femmes infectées pour 5 hommes infectés et près de quatre-cinquième de femmes infectées dans le monde sont des africaines.



Au Burundi, selon les enquêtes de séroprévalence menées, les femmes représentent 50.6% des cas de SIDA notifiés pour l'année 1995. La tranche des femmes en âge de procréer est sérieusement atteinte dans tout le pays et surtout en milieu urbain avec une augmentation des cas pédiatriques résultant de la transmission de la mère à l'enfant.

La vulnérabilité de la femme s'explique biologiquement et est également due au manque d'autonomie, sans ressources matérielles bien à elles craignant d'être abandonnées ou brutalisées par leur partenaire, la femme n'a pas dans la plupart des cas, le pouvoir de choisir les conditions, ni le moment des rapports sexuels. Les filles sont élevées dans l'idée qu'elles doivent laisser les hommes prendre les initiatives et les décisions en matière de sexualité.

La femme en général et la jeune fille en particulier sont éduquées au Burundi dans la quasi-ignorance du fonctionnement de leur appareil de reproduction et comprennent mal les mécanismes de transmission et de prévention du SIDA.

La prostitution qui est une des solutions de dernier recours à la lutte contre la pauvreté pour certaines femmes, constitue également un autre milieu où la femme n'a guère le choix de se protéger contre le VIH.

Les conséquences de cette maladie se feront sentir dans tous les secteurs où la femme est très présente en l'occurrence le secteur agricole où 80% des femmes se retrouvent. Ce ci entraîne la réduction de la main d'oeuvre, la réduction des revenus, la réductions de dépenses, la diminution de l'investissement. Le foyer devra faire face à une augmentation des dépenses en soins médicaux, par conséquent, le rôle de la femme dans le foyer (procréation, éducation des enfants soins de santé et bien être social, développement économique du ménage...) sera plus difficile.

## **1.2. SITUATION DE LA FEMME AU NIVEAU EDUCATION.**

Pour comprendre la situation de la femme dans le domaine de l'éducation, il est indispensable de voir l'évolution. L'enseignement au Burundi a été introduit par les missionnaires avec pour mission d'évangéliser. le livre du catéchisme rédigé en langue maternelle était le seul instrument pour apprendre à lire et à écrire. La femme a été pratiquement absente dans cette formation, ce n'est qu'après plusieurs modifications du système éducatif où furent organisées les trois étapes d'enseignement: le primaire, le secondaire et le supérieur que petit à petit, elle a fait son apparition.

Actuellement, la femme est présente dans tous les niveaux du système éducatif burundais, cela démontre que l'accès à l'enseignement n'est pas discriminatoire dans notre pays du moins au niveau de la loi. Analysons étape par étape la situation de l'éducation au Burundi avec des tableaux à l'appui.

#### **a. L'enseignement primaire**

Depuis longtemps, l'enseignement était destiné à tous les enfants sans distinction de sexe, néanmoins des disparités persistent au vu du tableau ci-dessous. Le taux brut de scolarisation a commencé à augmenter sensiblement grâce à la double vacation et à l'augmentation des écoles primaires. Toutefois, on se rend compte que la mentalité et la culture burundaises n'ont pas favorisé la scolarisation des filles. Nonobstant la sensibilisation des pouvoirs publics ainsi que la prise de conscience des parents de la nécessité d'envoyer leurs filles à l'école ont porté des fruits, il y a eu une nette évolution positive à partir des années scolaires 1981-1982 jusqu'en 1992-1993.

**Tableau n°11: Répartition par sexe des élèves de l'Enseignement Primaire en 1981-82 et en 1992-93.**

Année	1981-1982					1992-1993				
	GARCONS		FILLES		TOTAL	GARCONS		FILLES		
Classe	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	TOTAL
1ère	25.634	59.9	17.129	40.1	42.763	73.040	54.4	60.980	45.6	134.020
2ème	20.701	60.7	13.398	39.2	34.099	60.556	55.0	49.568	45.0	110.124
3ème	17.994	60.4	11.811	39.6	29.805	54.199	54.7	44.819	45.3	143.837
4ème	15.945	60.7	10.337	39.3	26.282	50.189	54.7	41.597	45.3	91.786
5ème	15.560	60.4	10.208	39.6	25.768	58.200	54.9	47.900	45.1	106.100
6ème	15.389	61.7	9.535	38.3	24.924	61.411	56.4	47.540	43.6	108.951

Source: Annuaire des Statistiques scolaires 1981-1982; 1992-1993, Ministère de l'Education Nationale.

Si l'on considère l'enseignement primaire en général, le taux d'inscription initiale des enfants âgés de 6 à 7 ans a progressé par paliers. Les effectifs sont passés de 42.763 unités en 1981-1982 à 134.020 unités en 1992-1993. La proportion des filles a également suivi cette progression passant de 17.129 unités en 1981-1982 ( soit 40% du total des élèves) à 60.980 unités en 1992-1993 ( soit 45% du total des élèves).

Au fur et à mesure qu'on avance de classe, la proportion des élèves de sexe féminin diminue et arrive à 38.3 % en 1981-1982 et 43.6% en 1992-1993 pour la classe de 6ème année tandis qu'on note le phénomène inverse chez les garçons. Toutefois, une évolution des effectifs des filles s'observe dans le temps en ce sens que le pourcentage des filles a passé de 38,3 % en 1981-1982 à 45 % en 1992-1993. L'introduction de la double vacation a peut être favorisé cette évolution en laissant les filles libres à mi-temps pour participer aux travaux domestiques pour lesquels les mères les sollicitent. Ce système a été aussi un facteur non négligeable de la réduction de déperdition scolaire des filles.

#### **b. L'enseignement secondaire**

Même si les parents sont de plus en plus convaincus d'envoyer leurs enfants à l'école, ceci est remarquable au niveau de l'enseignement primaire. Malheureusement, au niveau de l'enseignement secondaire, le taux de scolarisation des filles diminue progressivement.

A titre illustratif, prenons la référence de l'année scolaire 1992 -1993 où le pays avait une croissance économique la plus élevée de 5% et où tous les indicateurs économiques accusaient des résultats satisfaisants.

**Tableau n° 12: Répartition par sexe des élèves de l'enseignement secondaire pour l'année 1992-1993.**

CYCLE		GARCONS		Filles		TOTAL
		Nombre	%	Nombre	%	
1er Cycle	7ème	7.304	58.6	5.157	41.4	12.461
	8ème	6.188	61.5	3.872	38.5	10.060
	9ème	5.331	60.7	3.457	39,3	8.788
	10èm	4.397	60.6	2.863	39.4	7.260

	e					
<b>TOTAL</b>		<b>23.220</b>	<b>60,2</b>	<b>15.349</b>	<b>39.8</b>	<b>38.569</b>
2ème CYCLE	3ème	2.165	70.3	914	29.7	3.079
	2ème	1.798	70.6	750	29.4	2.548
	1er	1.433	68.4	662	31.6	2.095
<b>TOTAL</b>		<b>5.396</b>	<b>69.9</b>	<b>2.326</b>	<b>30.1</b>	<b>7.722</b>

Source: IDEM

La réussite des filles au concours d'admission au secondaire diminue de 4% . Les parents sont toujours convaincus que le rôle d'épouse et de mère n'a pas à s'encombrer de science mais plutôt de l'éducation traditionnelle, le fait de savoir lire et écrire est déjà suffisant. D'où l'abandon fréquent des filles après la classe de 6<sup>e</sup> année.

Nous remarquons que l'effectif des filles diminue sensiblement entre le primaire et le secondaire bien que ce passage soit un goulot d'étranglement pour tous les élèves sans distinction de sexe, nous constatons que le taux de réussite des filles comparé à celui des garçons reste faible.

S'agissant du passage du premier cycle au second cycle d'enseignement général pour les filles, le taux est très bas soit 31.9% de l'effectif des filles à la fin du premier cycle. La déperdition s'accroît au fur et à mesure qu'on avance de classe. Les filles préfèrent l'enseignement à cycle court à orientations professionnelles et sociales pour être utile à la famille le plus vite possible.

### **c. Enseignement supérieur**

La représentation des filles diminue finalement au fur et à mesure qu'on passe d'un niveau à un autre. Prenons toujours l'année de référence 1992-1993.

**Tableau n°13: Répartition des étudiants de l'enseignement supérieur 1992-1993 et 1993-1994.**

Année	1992-1993					1993-1994				
	G		F		Total	G		F		Total
Classe	Nombre	%	Nombre	%		Nombre	%	Nombre	%	
1 <sup>ère</sup>	1314	70,7	545	29,3	1859	1003	67	495	33	1498
2 <sup>ème</sup>	799	73,8	284	26,2	1083	625	72,5	237	27,5	862

3ème	523	77,3	154	22,7	677	445	73,2	164	26,8	613
4ème	375	75	125	25	500	354	74	125	26	479
5ème	85	86,7	13	13,3	98	55	76,4	17	23,6	72
6ème	20	71,4	8	28,6	28	15	75	5	25	20
Maîtrise	40	93	3	7	43	23	85,2	4	14,8	27
DEA	4	100	0	0	4	3	100	0	0	3
Sp.Médecine	13	81,2	3	18,8	16	9	75	3	25	12
Sp.Agronomie	12	80	3	20	15	20	77	6	23	26
Total	3185	73,7	1138	26,3	4323	2556	70,8	1056	29,3	3612

Source : Données statistiques de l'enseignement supérieur au Burundi

N.B. Sp. : Spécialisation      G : Garçons      F : Filles

Le pourcentage des filles fréquentant l'enseignement supérieur est en moyenne de 29.3% en 1993. Au fur et à mesure qu'on avance dans les cycles, on constate que leur taux baisse, cela s'explique par le fait que les filles préfèrent les cycles courts pour embrasser leur carrière professionnelle. Elles s'orientent toujours dans les filières à caractère social et restent très peu représentées dans les filières techniques et scientifiques.

**Tableau n°14 : Boursiers burundais à l'étranger**

Années	1992-1993		1993-1994		1994-1995		1995-1996	
Domaines	H	F	H	F	H	F	H	F
Sciences exactes	22	2	40	6	23	2	44	5
Sciences naturelles	121	7	111	8	54	5	78	13
Sciences appliquées	109	20	88	24	100	20	73	7
Technologie	117	5	38	5	59	1	11	1
Sciences humaines, sociales et lettres	49	5	55	15	28	9	13	6
Développement rural et international	10	3	7	0	12	0	12	1
Droit, Sciences économiques, Sciences politiques et relations internationales	70	8	20	1	7	4	41	25
Psychologie et sciences de l'Education, Philosophie, Sociologie	11	2	10	2	6	2	20	6
Arts graphiques et imprimerie	24	0	10	0	7	4	12	3
Communication et transport	12	0	11	1	-	-	2	0
Education physique	3	0	7	0	-	-	6	1
Anthropologie et démographique, Histoire et Géographie	3	0	-	-	-	-	-	-
Total par sexe	551	52	397	62	296	47	312	68
Total par année	603		459		343		380	
%	91,4	8,6	86,5	13,5	86,3	13,7	82,1	17,9

Source: Ministère de l'Education Nationale.

**N.B. H : HOMME ; F : FEMME**

Ce tableau est très significatif, non seulement les femmes sont peu représentées à l'enseignement supérieur mais elles ne parviennent pas à décrocher de bourses à l'étranger.

#### **d. L'éducation non formelle.**

La majeure partie de la population burundaise est analphabète. Selon les résultats du recensement général de la population en 1990, le taux d'analphabétisme mesuré par l'inaptitude à lire et à écrire s'élève à 72% pour les femmes.

Les efforts d'alphabétisation au Burundi ont commencé avec les missionnaires par la création des yaga mukama. Le Gouvernement a exprimé le besoin d'alphabétiser la population en 1978 par des discours politiques. Malheureusement, la mise en place d'un programme-cadre d'alphabétisation avec le concours des différents intervenants dans le secteur n'a vu le jour qu'en 1989.

Pour le cas de l'enseignement des métiers, la structure la plus ancienne est celle qui, était pratiquée dans les foyers sociaux. A l'origine, l'objectif était d'inculquer des notions d'hygiène et d'économie domestique aux filles et aux femmes.

Les premiers centres d'enseignement des métiers furent ouverts en 1979 avec comme objectifs de récupérer les jeunes éjectés du système scolaire formel pour leur apprendre un métier et les intégrer dans le circuit de développement socio-économique. C'est avec l'apparition des sections d'économie familiale et de couture que les filles ont commencé à s'intégrer.

Les conséquences majeures sont la condamnation de la femme à suivre passivement les mutations sociologiques, culturelles et politiques dans toute ignorance. La promotion de l'enseignement formel et informel et l'alphabétisation en faveur des filles et des femmes est un précieux moyen de communication et de transmission des technologies nouvelles de production, de multiplication et de diversification des cultures agricoles qui est la principale activité de la femme.

La scolarisation et l'alphabétisation permettent également à la femme d'acquérir les aptitudes afin d'assumer avec rationalité les coûts de son bien-être et de celui de ses enfants et de sa famille.

### **I.3. SITUATION DE LA FEMME AU NIVEAU ECONOMIQUE.**

Traditionnellement , le travail agricole pour la production vivrière revenait en grande partie à la femme tandis que la construction des maisons, la garde des troupeaux revenait aux hommes. Avec l'augmentation des besoins en revenus monétaires et l'introduction de l'impôt de capitation par les responsables coloniaux, les hommes ont été obligés de travailler pour un salaire afin de payer cet impôt. Par conséquent, le poids de tous les travaux agropastoraux tombait sur le dos de la femme.

La femme burundaise, pilier de cette grande famille, contribue à cet effet, de manière décisive à préserver la stabilité du revenu familial. Elle nourrit non seulement sa famille mais aussi son pays. Les femmes sont présentes d'un bout à l'autre de la chaîne alimentaire, de la production, la transformation, la distribution et la commercialisation.

Les activités économiques relèvent de trois secteurs à savoir le secteur primaire , secondaire et tertiaire. Le secteur primaire qui englobe notamment l'agriculture et l'élevage domine largement l'économie nationale du Burundi. Il contribue pour 56% du PIB dont 80% proviennent de l'agriculture et de l'élevage qui est sous la responsabilité des femmes. 81% de la population burundaise est occupée par ce secteur et 95% des femmes économiquement actives étaient occupées par la branche agricole. Le secteur secondaire génère 16% du PIB et occupe 11% de la population active. Le secteur tertiaire génère 28% du PIB.

Mais la contribution de la femme au développement ne se reflète pas seulement dans ses statistiques. En effet seul le travail productif dans l'agriculture et l'élevage est pris en compte dans le PIB tandis que tout le travail domestique et reproductif de la femme est ignoré. Nous allons le développer plus tard.

#### **a. Crédits accordés aux femmes**

La monétarisation de la société a créé de nouveaux besoins dans la famille auxquels le mari seul ne peut subvenir. La femme doit à cet effet, participer à combler ce déficit en cherchant une source de revenu par une activité commerciale génératrice de revenus.



La majorité des femmes burundaises n'ont pas fait d'études pour avoir accès à un travail rémunéré et n'ont même pas de propriété privée personnelle pour exploitation. Une petite enquête a été menée auprès de sept banques et institutions financières de la capitale (à savoir BANCOBU, BCB, BCCI, BPB, IBB, CAMOFI, BNDE, SBF, BGF ) pour connaître l'évolution des crédits octroyés aux femmes, le niveau des crédits par rapport à l'enveloppe globale et le type de crédits octroyés aux femmes. Les résultats sont les suivants:

**Tableau n°15 : Crédits octroyés aux femmes ( en millions de fbu)**

PERIODE	TOTAL CREDITS	PART DES FEMMES		PART DES HOMMES	
		Montant	%	Montant	%
1993	33.672,7	300,7	0,9	33.372,0	99,1
1994	39794,2	309,4	0,8	39484,8	99,2
1995	37.922,1	527,1	1,4	37395,3	98,6

Source: Clotilde NIZIGAMA, Séminaire sur les stratégies de promotion à l'entrepreneuriat féminin, projet BEST Mars 1996

Le tableau nous montre que les crédits accordés aux femmes augmentent chaque année, ceci démontre que les femmes commencent à s'insérer dans le monde financier. Toutefois, cette insertion reste timide et très insignifiante par rapport aux hommes. Le tableau suivant analyse le type de crédits octroyés aux femmes dans les sept banques enquêtées.

**Tableau n°16: Type de crédits octroyés aux femmes dans les sept banques recensées.**

PERIODE	TYPE DES CREDITS	MONTANT	PART DE LA FEMME en %	EFFECTIF
1993	TRESORERIE	151.950.000	50,5	45
	HABITAT	77.900.000	25.9	24
	EQUIPEMENT	70.898.500	23.6	186
	SOUS TOTAL	300.748.500	100.0	255
1994	TRESORERIE	133.000.000	43.0	48
	HABITAT	110.400.000	35.7	29
	EQUIPEMENT	66.030.000	21.3	259
	SOUS TOTAL	309.430.000	100.0	336
1995	TRESORERIE	268.030.000	50.8	78
	HABITAT	117.300.000	22.3	19
	EQUIPEMENT	141.788.000	26.9	434
	SOUS TOTAL	527.118.000	100.0	531

Source: Clotilde NIZIGAMA, Séminaire sur les stratégies de promotion à l'entrepreneuriat féminin, projet BEST Mars 1996

Les crédits de trésorerie accordés par les banques sont les plus sollicités par les femmes commerçantes et sont généralement destinés à 99% à l'entrepreneuriat féminin tel que les salons de coiffure, les ateliers de couture, la campagne riz, les kiosques et les boutiques, les snacks-bars et les restaurants...

Les crédits à l'habitat sont essentiellement affectés à la construction d'un logement familial. Le montant affecté à ce genre de crédit a sensiblement augmenté mais reste faible par rapport au montant total du crédit du fait que les crédits à l'habitat sont donnés avec réticence.

Les crédits à l'équipement sont en moyenne de moins de 500.000 fbu. Ils sont presque insignifiants dans les banques commerciales et sont pour la plupart accordés par la BNDE à 65.9% . Ils sont plus accessibles aux femmes car ce sont de petits montants et exigent moins de garanties. Ils financent souvent l'achat des congélateurs, l'équipement agricole, l'achat des véhicules utilitaires etc...

Suite à la réticence de ces banques commerciales d'octroyer ces crédits aux personnes ne remplissant pas leurs exigences, les femmes se sont organisées avec l'aide des associations et organismes tant nationaux qu'étrangers à mettre en place des petits fonds de microcrédits pour s'entraider mutuellement. Il s'agit des tontines, des projets de développement, les caisses d'épargne et de crédit...

**Tableau n°17: Montants des crédits accordés par les ASBLs et les projets aux femmes**

ANNEE	MONTANTS ACCORDES			
ANNEE	TONTINE ROHERO	APEF	DUFASHANYE KININDO	CECM
1988	305.000	-	-	
1989	950.000	1.171.000	-	
1990	1.577.000	2.870.000	-	
1991	3.134.400	660.000	-	
1992	3.790.000	2.450.000	-	
1993	4.410.000	2.509.102	-	
1994	8.078.000	1.937.500	136.000	
1995	6.900.000	4.150.000	502.000	
1996	11.710.000	7.682.500	693.000	20.750.000
Sept.97	10.600.000	9.841.000	1.048.000	43.180.000
<b>TOTAL</b>	<b>51.454.400</b>	<b>33.271.102</b>	<b>2.383.000</b>	<b>63.930.000</b>

**Tableau n° 18: Crédits octroyés par le Fonds des Travailleurs de la Santé.**

Année	Bénéf. femmes	Montant	%	Bénéf. hommes	Montant	%	Effectif total	Montant total
1992	66	8.500.000	42,5	165	11.500.000	57,5	231	20.000.000
1993	129	17.330.000	35	309	32.670.000	65	498	50.000.000
1995	42	7.030.000	22,1	195	24.755.000	77,7	237	31.785.000
1996	40	6.360.000	25,2	127	18.870.000	74,8	167	25.230.000
<b>Total</b>	<b>277</b>	<b>39.220.000</b>	<b>30,9</b>	<b>796</b>	<b>87.795.000</b>	<b>60,1</b>	<b>1073</b>	<b>127.015.000</b>

Source : Fonds des travailleurs de la santé.

Tableau n°19 : Crédits octroyés par le Fonds de Solidarité des Travailleurs de l'enseignement

Année	Bénéf. femmes	Montant	%	Bénéf. hommes	Montant	%	Effectif total	Montant total
1992	409	66.270.850	33,5	436	131.417.000	66,5	845	197.687.850
1994	842	135.128.962	40	1670	183.621.399	60	2512	318.750.361
1996	754	159.544.725	40	1363	223.740.665	60	2117	383.285.400
Total	2005	360.944.537	40	3469	538.779.064	60	5474	899.723.611

Source : FSTE

Tableau n° 20: Crédits octroyés par Opération d'Appui à l'Auto-promotion

Année	Nbre.femmes	Nbre.hommes	Montant crédit
1995	134	100	3.322.651
1996	893	119	4.531.502
1997	221	252	5.483.428
Total	1248	471	13.337.581

Source : OAP

- 7 groupements féminins avec 948 membres n'ont bénéficié que de 3.041.730 fbu.

- 71 groupements mixtes avec 771 membres ont pris le gros du montant total soit 10.295.851 fbu.

En définitive, les femmes ne bénéficient pas de crédits consistants même si elles sont majoritaires dans les secteurs sociaux.

Les conséquences à cette situation économique de la femme sont la persistance dans la pauvreté de la femme au Burundi. Elle reste sans revenu et ne peut plus subvenir aux besoins essentiels du ménage.

## **b. Le travail non rémunéré de la femme.**

Nous ne terminerons pas ce commentaire sans parler du travail non rémunéré de la femme. Celui-ci inclut le travail productif dans l'agriculture vivrière rurale et peri-urbaine, l'élevage du petit bétail qui entre dans l'économie de subsistance de l'autoconsommation, et le travail domestique et reproductif de la femme-mère.

Les femmes totalisent presque 18 h par jour de travail pour la communauté familiale. L'horaire de la journée de travail des femmes dans le secteur informel se divise en deux: corvées domestiques et l'exploitation agricole.

En plus des travaux des champs, la femme s'occupe de la préparation des aliments, du ramassage de la bouse, du nettoyage de l'enclos, de la recherche de l'eau, de la lessive, de la recherche du bois, la femme doit élever les enfants et leur assurer les soins nécessaires tels que donner la tétée, les laver, les nourrir, les surveiller, les soigner en cas de maladies.

La rudimentarité des outils utilisés pour ces travaux productifs et ménagers ainsi que la rareté de l'eau potable et du bois de chauffage contribuent à augmenter le nombre d'heures de travail de la femme et sa fatigue.

Faisons une estimation du travail non rémunéré de la femme. L'exploitation agricole peut à la limite être considérée comme une activité génératrice du revenu au moment où la production récoltée sert de rémunération du travail de la terre. Chiffrons le travail des corvées domestiques estimées à 11h. Actuellement, le prix de la main d'oeuvre salariée est de 200 fbu par jour de 6 heures. Ce qui donne un total du travail non rémunéré de la femme à une valorisation d'environ 24.000 fbu rien que pour le travail ménager.

Les conséquences de cette situation est le manque de rentabilité du travail de la femme, l'usure de la femme, la difficulté devant laquelle la femme se trouve pour se faire du temps et participer à des travaux communautaires, des campagnes de sensibilisation, des séances de vulgarisation agricole qui la laisse dans son ignorance optimale etc..

Les difficultés de conciliation se présentent entre les travaux ménagers et agro-pastoraux surtout durant les périodes de pointe où en situation de vulnérabilité de la femme comme dans le cas de maladies ou de grossesses sont fréquentes. L'allongement de la journée de travail de la femme de ménage-agricultrice amène de la fatigue, le sacrifice de certaines tâches ou le désordre dans l'accomplissement d'autres.

#### **I.4. SITUATION DE LA FEMME AU NIVEAU POLITIQUE.**

L'égalité des hommes et des femmes dans la prise de décision n'est pas une simple question de justice sociale ou de démocratie. Elle est essentielle pour parvenir à une gestion transparente et responsable des affaires publiques. Elle établit en outre un équilibre qui correspond mieux à la composition de la société.

Dans le temps, la vie politique était réservée aux hommes. Ce n'est qu'après l'indépendance que les femmes ont été appelées à prendre la parole dans les réunions publiques. Cependant, les reines mères avaient un rôle politique important, parce qu'elles participaient dans les rivalités de succession des rois, certaines assuraient l'intérim de leurs fils mineurs et exerçaient un pouvoir réel pendant de longues périodes. Au cours des années de lutte pour l'indépendance, la participation de la femme aux activités politiques a été sollicitée surtout pour la mobilisation et le vote dans les élections législatives. L'idée de faire participer réellement les femmes dans les décisions politiques a été mûrie après l'indépendance. Toutefois sa participation reste nettement minoritaire. Depuis les années 80 jusqu'à ce jour, les femmes ont toujours occupé deux ministères sur un total moyen de 24 postes.

La faible participation des femmes aux sphères de prise de décision a des conséquences néfastes sur tout le processus d'intégration de la femme au développement: les préoccupations des femmes, leurs besoins et leurs priorités, leur façon de voir ne sont pas pris en compte dans les stratégies de développement ou le sont de façon superficielle. Analysons la proportion des femmes dans les différents pouvoirs politiques au Burundi.

### a. Le pouvoir exécutif.

Le tableau suivant résume la proportion des femmes occupant les postes de responsabilité dans l'administration burundaise.

**Tableau n° 22: Taux de participation des femmes aux postes de décision et de responsabilité.**

PERIODE	1990				1993			
POSTES	TOT	H	F	%	TOT	H	F	%
MINISTRES	24	22	2	8.3	24	22	2	8.3
DIRECTEURS DE CABINETS	27	27	0	0	23	21	2	8.7
GOUVERNEUR PROVINCE	15	15	0	0	15	15	0	0
ADMINISTRATEURS COMMUNAUX	114	114	0	0	114	113	0	0
AMBASSADEURS	22	21	1	4.5	22	21	1	4.5
DIRECTEURS GENERAUX	79	77	2	2.5	81	77	4	4.9

Source: Bureau ASAP - Analyse des emplois de la Fonction Publique: 1995

Le taux de participation des femmes aux postes de décision et de responsabilité est en moyenne inférieur à 9%. Ceci démontre que la participation de la femme à l'élaboration des plans et programmes de développement est très réduite étant donné sa faible présence dans les postes et les organes qui les élaborent. Ajoutons à cela la faible représentation des femmes dans les conseils consultatifs (conseil économique et social, le conseil national de l'unité, le conseil des Bashingantahe...).

**Tableau n°23 : Participation des femmes dans les commissions nationales consultatives.**

COMMISSIONS	TOT	FEMMES		HOMMES	
		NOMBRE	%	NOMBRE	%
Commissions Nationale de la Communication de Mars 1995	17	2	11.8	15	88.2
Conseil Economique et Social d'Octobre 1995	30	3	10.0	27	90.0
Conseil des Bashingantahe pour l'Unité Nationale et la Réconciliation de Mars 1997	40	7	17.5	33	82.5
Conseil National de Sécurité d'Août 1997	10	0	0	10	0

Le tableau est très parlant. Même dans les organes consultatifs des institutions politiques de l'Etat, les femmes qui représentent plus de la moitié de la population ne sont presque pas consultées.

#### **b. Le pouvoir parlementaire**

**Tableau n° 24: Tableau de participation des femmes aux assemblées parlementaires.**

Année de Référence	Total des membres	Femmes		Hommes	
		Nombre	%	Nombre	%
1982	65	6	9.2	59	90.8
1993	81	10	12.3	71	87.7

La présente liste de 1993 ne mentionne que les parlementaires titulaires lors des élections législatives. Cette liste n'est pas resté fixe jusqu'à ce jour, certains titulaires ont occupé des postes incompatibles, d'autres ont quitté le pays, d'autres sont morts etc... Toutefois la proportion des femmes n'a presque pas connu de changement, c'est ainsi que par exemple pendant la session d'Octobre 1997, il y'a eu 9 femmes parlementaires qui ont siégé sur un total de 54 parlementaires. Ceci pour dire que les changements de liste est aléatoire.



La participation des femmes au pouvoir législatif reste très insuffisante. on n'enregistre qu'une augmentation de 3.1% en 11 ans. De toutes les façons, aucune formation politique spécifique à l'un ou l'autre sexe n'est nécessaire pour devenir parlementaire. Les talents d'orateur, l'aptitude à représenter les opinions de l'électorat ou l'art de gagner la confiance du public ne sont en aucune manière des traits exclusivement masculins. Néanmoins, faire carrière en politique demeure pour les femmes une véritable chaîne d'obstacles surtout avec les multiples charges familiales qu'elles doivent accomplir.

### **c. Le pouvoir législatif**

**Tableau n° 25: Taux de participation des femmes au sein du pouvoir judiciaire**

POSTES	TOTAL	FEMMES		HOMMES	
		Nombre	%	Nombre	%
Juridictions supérieures	194	41	21,1	153	78,9
Juridictions de base	326	43	13,2	283	86,6
Administration centrale	23	2	8,7	21	91,3
Police judiciaire	153	9	5,9	144	91,1

Source: Ministère de la justice 1996

Ce tableau souligne la faible représentativité des femmes au pouvoir judiciaire de façon générale. Le taux décroît des juridictions supérieures aux juridictions de base.

**Tableau n°26: Représentativité des femmes dans les organes de direction des partis politiques**

PARTIS	TOTAL DES MEMBRES	FEMMES		HOMMES	
		Nombre	%	Nombre	%
1. UPRONA	91	14	15.4	77	84,6
2. FRODEBU	130	10	7.7	120	92,3
3. RADDES	57	4	7.0	53	93
4. RPB	73	5	6.8	68	93,2
5. PRP	53	5	9.4	48	90,6
6. PL	54	6	11.1	48	88,9
7. PP	47	3	6.4	44	93,6
8. ABASSA	65	4	6.2	61	93,8
9. INKINZO	51	4	7.8	47	92,8
10. PSD	60	4	6.7	56	93,3
11. PIT	51	4	7.8	47	92,8
12. ANNADE	92	9	9.8	83	90,2
13. PARENA	84	3	3.6	81	96,4

Source: Ministère de l'Intérieur 1995.

Les femmes sont très peu représentées dans les organes dirigeants des partis politiques alors qu'elles représentent plus de 50% de l'électorat.

### **I.5. IMPACT DE LA CRISE.**

La crise d'Octobre 1993 qu'a connue notre pays, a bouleversé tous les secteurs de la vie nationale comme les institutions, la population, les infrastructures sociales et économiques etc... Des personnes ont été tuées, y compris des femmes et des enfants, d'autres ont pris le chemin de l'exil, des maisons ont été brûlées, détruites, pillées et saccagées, des familles ont été dispersées, des unités de production ont été détruites, paralysées...

On a observé le phénomène de sinistrés composés de personnes déplacées, dispersées, réfugiées et rapatriées . Les femmes ont été et restent les plus touchées dans cette crise. Elles constituent la majorité des déplacés et représentent 54% des personnes déplacées contre 46% d'hommes. Analysons les statistiques relatant la répartition des femmes déplacées.

**Tableau n°27: Répartition des femmes déplacées par groupes d'âges quinquennaux**

GROUPES D'AGES	pourcentage
0-4 ans	13.6
5-9	16.2
10-14	15.2
15-19	11.8
20-24	7.7
25-29	6.6
30-34	6.8
35-39	5.7
40-44	4.5
45-49	3.1
50 et plus	7.2

Source: Etude de la situation de la femme sinistrée au Burundi, FNUAP  
Avril 1995

**Tableau n°28: Etat matrimonial des femmes déplacées.**

Etat Matrimonial	Avant la crise	Pendant la Crise
Mariée	53.2	35.2
Célibataire	32.1	30.9
Divorcée	1.2	1.7
Séparée	1.6	3.9
veuve	11.5	27.8
Autres cas	0.4	0.4

Source IDEM.

Si on analyse ce tableau, on remarque que le nombre de mariées a sensiblement diminué, ce qui va de pair avec le nombre de veuves qui a augmenté avec toutes les conséquences familiales qui s'en suivent.

La proportion des célibataires a diminué de 32% à 30% , ceci s'explique soit par le décès des jeunes célibataires, soit par d'éventuels mariages intervenus dans les camps.

Les séparées et les divorcées ont également augmenté, ce qui accroît aussi la charge familiale de la femme. Précisons aussi que 45% des déplacées ont moins de 15 ans et sont par conséquent des enfants inactifs à charge de leurs parents. Analysons ensuite les activités des femmes déplacées dans les camps.

**Tableau n°29: Activités des femmes déplacées dans les camps.**

	AVANT LA CRISE	PENDANT LA CRISE
Agriculteur	71.9	54.3
Artisan	0.8	0.6
salariée publique	0.8	0.7
salariée privée	0.3	0.3
Inoccupée	3.3	27.7
élève et étudiant	22.9	16.3

Source: IDEM

On observe un changement d'activités qui touche environ 18% des femmes et ce dans le domaine très important pour le pays qui est l'agriculture.

On observe également une déperdition scolaire des écolières et une augmentation vertigineuse du nombre d'inoccupées qui ont perdu leurs activités avec le refuge dans les camps. Ce flux est constitué par les anciennes cultivatrices qui n'ont plus d'accès à leur lopin de terre.

L'abandon de l'école a été très remarquable dans les différents niveaux d'enseignement. Prenons en guise d'exemple, l'effectif des élèves pendant la période de la crise 1995-1996 seulement pour l'enseignement primaire et la période de 1992-1993 et 1993-1994 pour l'enseignement supérieur.

#### **a. La santé de la femme dans les camps.**

Dans les camps, le manque de nourriture est le grand problème des sinistrés notamment des femmes et des enfants. la quantité est insuffisante et la qualité médiocre, le maïs reste la principale composante alimentaire. Les sinistrés vivent de l'aide alimentaire qui est également insuffisante. A ce moment, face à la rareté de la nourriture, la femme est sacrifiée au profit de ses enfants d'où l'état fébrile de sa santé.

Par conséquent la sous-alimentation et la malnutrition sont les principales causes de problèmes de santé. Il existe d'autres maladies dues aux mauvaises conditions d'hygiène (les maladies diarrhéiques), des maladies respiratoires conséquentes du froid, la malaria etc...

Les femmes dans les camps connaissent également d'autres problèmes de santé liés à l'accouchement, les avortements, les anémies, le manque de vaccination, l'accès aux soins de santé, les viols, l'exposition aux VIH/SIDA et les autres MST etc...

Les conséquences à cette situation sont la fragilisation de la femme et de l'enfant qui ne tète que ce que la mère a consommé.

#### **b. Enseignement primaire.**

**Tableau n° 30: Répartition des élèves de l'enseignement primaire 1995-1996**

	1995-1996				
	GARCONS		FILLES		TOTAL
CLASSE	NOMBRE	%	NOMBRE	%	
1ère	68.029	55.3	56.596	44.7	126.490
2ème	48.046	55.7	38.292	44.3	86.478
3ème	41.565	55.2	34.568	44.8	71.170
4ème	36.783	52.6	32.253	47.4	68.108
5ème	41.074	54.5	35.059	45.5	77.037
6ème	42.401	54.3	35.760	45.7	78.161

Source: Statistiques de l'Enseignement primaire, 1995-1996

Depuis 1981 jusqu'en 1993, le nombre d'élèves inscrits avait connu une évolution linéaire, durant l'année scolaire 1995-1996, le taux a sensiblement baissé. L'écart entre la période 1992-1993 et 1995-1996 a atteint une réduction de l'effectif de 7.530 élèves soit 6,0% des élèves inscrits en première année primaire. Au fur et à mesure qu'on avance dans les classes supérieures, les abandons augmentent et arrivent 30.790 élèves soit 39.4% des élèves inscrits en classe de 6ème pour la même période.

Sur le total des 7.530 abandons, 4.484 élèves sont de sexe féminin soit 59.5% des effectifs totaux. Au niveau de la sixième primaire, la réduction est de 11.780 filles. Il est presque probable que les autres cycles ont connu également des réductions très sensibles suite à la crise.

### **c. Enseignement supérieur**

**Tableau n°31: Répartition des étudiants en 1992-1993 et 1993-1994**

Année	1992-1993	1993-1994	Ecart	Ecart en %
	(1)	(2)	3 = (1-2)	
1ère	1859	1498	361	19,4
2ème	1083	862	221	20,4
3ème	677	613	64	9,5
4ème	500	479	21	4,2
5ème	98	72	26	26,5
6ème	28	20	8	28,6
Maîtrise	43	27	16	37,2
DEA	4	3	1	25
SP.Médecine	16	12	4	25
SP.Agronomie	15	26	-11	-7,3
Total	4323	3612	711	16,4

La crise a aussi secoué l'Université du Burundi, il ya eu une diminution de 711 étudiants, soit 16.4% de l'effectif de 1992-1993.

## **I.6. L'ISDH et L' IPE.**

### **a. L'Indice de Sexospécificité du développement Humain: ISDH**

L'indicateur du Développement humain ( IDH) mesure le niveau moyen d'un pays en termes de potentialités humaines élémentaires. Il indique aussi dans quelle mesure, les habitants du pays considéré mènent une vie longue et saine, ont accès à l'éducation et à la culture et jouissent d'un niveau de vie décent.

L'indicateur sexospécifique du développement humain mesure le niveau de développement atteint dans les mêmes potentialités humaines que l'IDH, mais en tenant compte des inégalités sociologiques entre les femmes et les hommes.

Tableau n° 32: L'ISDH, L'IDH et l'écart entre l'ISDH et l'IDH. de 1990 à 1996.

Composantes	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
ISDH	0.254	0.252	0.257	0.252	0.263	0.249	0.240
IDH	0.274	0.280	0.280	0.288	0.277	0.274	0.268
Ecart entre ISDH et l'IDH	11%	10%	10%	9%	9%	9%	9%

Source: Rapport DHD: Evolution de quelques éléments choisis du DHD, 1997

Ainsi, l'ISDH diminue, lorsque le niveau de développement des femmes et des hommes considérés ensemble baisse, d'une part, mais aussi lorsque l'écart de développement entre les deux sexes se creuse, d'autre part.

Plus l'écart entre les hommes et les femmes en termes de potentialités élémentaires est important, plus l'ISDH d'un pays est faible par rapport à son IDH. L'ISDH constitue donc simplement un IDH pondéré ou corrigé à la baisse, en fonction des inégalités entre les sexes.

L'estimation de l'ISDH tient des trois composantes de l'IDH à savoir:

- L'espérance de vie
- Le niveau de l'éducation
- Le revenu réel pondéré

L'espérance de vie à la naissance tient compte de l'avantage biologique dont jouissent les femmes dans la mesure où elles vivent plus longtemps que les hommes. Pour intégrer l'espérance de vie dans le calcul de l'ISDH, il convient de calculer la valeur réelle de l'espérance de vie par rapport à l'espérance de vie maximale séparément pour les hommes et pour les femmes, puis de combiner ces deux valeurs selon le critère de sensibilité à l'équité.

En ce qui concerne le niveau d'instruction, le taux d'alphabétisation des adultes est affecté d'un coefficient de pondération de deux tiers et le nombre moyen d'années d'études (niveaux primaire, secondaire et supérieur combinés) d'un coefficient d'un tiers.

La troisième variable est le revenu qui est difficile à estimer. Dans plusieurs pays, l'écart des revenus du travail entre les hommes et les femmes est substantiel, mais les statistiques sont quasiment inexistantes.

Suivant le tableau, l'évolution de l'ISDH est remarquable de 1990 à 1992 grâce à l'amélioration de la scolarisation des femmes et l'augmentation de l'espérance de vie de la femme. L'ISDH a diminué les années qui suivent surtout à cause de la crise qui a fait basculé toutes les statistiques de la scolarisation, et du revenu des femmes. Toutefois l'écart entre les années n'est pas énorme, la situation de la femmes est stagnante dans le pays est à améliorer.

L'écart entre l'ISDH et l'IDH est de 11% en 1990, de 10% de 1991 en moyenne par an, cela veut dire que le niveau de développement général en termes de potentialités essentielles est un peu élevé. Cela signifie que le pays est en arrière dans le développement, et la femme un peu plus.

#### **b. L'indicateur de participation des femmes: IPF**

L'indicateur de la participation des femmes se concentre sur la question de savoir si les hommes et les femmes sont à mesure de participer activement à la vie politique, économique et professionnelle et de prendre part aux processus de décision. Alors que l'ISDH se porte sur l'amplication des potentialités, l'IPF se penche sur l'usage qui est fait de ces potentialités en vue de profiter des possibilités offertes par la vie.



L'IPF a pour ambition de déterminer à quel point les femmes sont habilitées ou admises à prendre part aux différents aspects de la vie publique par rapport aux hommes. Du fait des limitations dues aux données statistiques, cet indicateur est malheureusement impuissant à rendre compte des aspects de la vie des femmes dans leur foyer, leur communauté ou en milieu rural.

L'IPF se limite à trois variables à savoir:

- La capacité de gain des femmes
- La part des femmes dans les professions libérales et les fonctions d'encadrement
- Le pourcentage des sièges occupés par les femmes dans les instances parlementaires.

La variable revenu n'est pas traitée de la même façon dans de l'ISDH et celui de l'IPF. En ce qui concerne l'IPF, le revenu n'est pas évalué en fonction de sa contribution au développement humain élémentaire ( allongement de l'espérance de vie, alphabétisation et liberté par rapport à la pauvreté), mais en tant qu'outil économique donnant à son bénéficiaire la liberté d'exercer ses choix et de prendre des décisions.

S'agissant des débouchés professionnels et de la participation aux décisions économiques, la variable retenue est la proportion de femmes occupant un emploi classé parmi les fonctions administratives et d'encadrement ou les professions libérales et techniques. Les femmes suivent souvent des études supérieures spécialisées, mais les obstacles culturels et économiques les empêchent de trouver des emplois susceptibles de faire justice aux compétences qu'elles ont acquises. Leur potentiel est donc sous-exploité.

La troisième variable est constituée par les possibilités de carrière dans la politique et la participation aux décisions politiques des femmes. Les résultats sont très faibles pour le Burundi comme l'indiquent les tableaux précédents. La participation de la femme dans les postes des collectivités locales est quasiment nulle au Burundi. L'IPF n'a pas été exploité faute de données.

## **CHAP II. OBSTACLES ET CONTRAINTES A LA PARTICIPATION DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE.**

### **II.1. OBSTACLES D'ORDRE SOCIO-CULTUREL.**

#### **II.1.1. Au niveau culturel**

Dans notre société, la petite fille avait une place très bien déterminée. Son cadre de vie était limité à la maison paternelle ou à celle de son mari, et sa vie rythmée par les travaux des champs, les soins du bétail et la tenue de la maison. Elle a appris et compris que dans la société c'est l'homme qui commande et prend toutes les décisions. L'homme est le tout puissant, il connaît tout et résoud tous les problèmes. Il est plus efficace que la femme pour les travaux et services extra-ménagers.

Des adages rundi corroborent cette situation: « Nta nkokokazi ibika isake iriho », Umukobwa ni umunyakigo, umuzezwanzu », « Umukobwa ntaba umushitsi »...

De la fille, la société n'attend que les qualités d'une bonne mère et épouse, sans autre fin que d'assurer au foyer la stabilité par sa présence constante et l'accomplissement des divers travaux domestiques. Son entourage exige qu'elle soit attentive aux diverses sollicitations sociales pour les servir. Cette lourdeur des obligations familiales l'empêche de se donner corps et âme à son travail salarial. Un facteur culturel non moins négligeable est cette timidité de la femme vis-à-vis des fonctions politiques et publiques qui empêche son épanouissement total.

#### **II.1.2 Au niveau du Secteur Santé.**

Les grands obstacles et contraintes qui handicapent le développement de la mère au niveau de la santé sont surtout:

- Les longues distances que la mère doit parcourir pour atteindre les services de santé.
- La carence des traitements médicaux des complications de grossesse.
- La pénurie des fournitures et du personnel de santé compétent.

- La carence des soins prénatals ( surveillance prénatale, conditions d'accouchement..)
- L'état nutritionnel des femmes enceintes avec son cortège d'interdits qui empêchent aux femmes de s'alimenter correctement.
- Le déficit en iode et en fer qui entraîne pour ce dernier des anémies avec des répercussions sur la santé des enfants à naître comme le faible poids à la naissance. Sur 24.516 naissances vivantes enregistrées au niveau des centres de santé en 1995, 3825 nouveau -nés ont un poids inférieur à 2,5 kg soit environ 16%. Les spécialistes estiment que lorsque ce taux dépasse 10%, il y a des problèmes de nutrition très importants, seulement dans la Mairie de Bujumbura, le taux est de 7%.
- La charge du travail de la femme: la femme du milieu rural est la première à se lever et la dernière à se coucher. Même enceinte , elle travaille jusqu'aux premières contractions de l'accouchement.
- L'hygiène défectueuse entraîne des maladies tels que le choléra, la dysenterie bacillaire..., le paludisme qui cause les avortements et les accouchements prématurés etc.
- Les femmes très jeunes ayant moins de quinze ans et celles ayant plus de 35 ans courent un risque plus important de mourir durant la grossesse et l'accouchement. Au Burundi, les moins de 15 ans représentent 1% des femmes enceintes alors que 16% des femmes enceintes sont âgées de 40 ans. Dans certaines régions du Burundi, il y a des grossesses même au-delà de 40 ans.

### **II.1.3. Au niveau de l'enseignement.**

Le poids de la tradition est un handicap important à l'enseignement de la fille. La scolarisation de la fille est moins encouragée par les parents et spécifiquement la mère qui la considère comme un complément et/ou un substitut à son lourd travail quotidien.

Dans une économie agricole traditionnelle de subsistance où la productivité moyenne est très faible, l'envoi d'un enfant à l'école surtout la fille prive l'exploitation familiale de deux précieux bras. Les enfants aident à la production et quand les charges deviennent trop lourdes pour les parents, les filles quittent avant les garçons. Pour elles, l'utilité de l'instruction n'est pas directement ressentie par son entourage et de surcroît, les filles se plient mieux aux volontés de leurs parents.

Toutefois, nous estimons que si le nombre d'écoles et d'enseignants augmentaient et si les programmes d'enseignement étaient adaptés aux besoins réels de la population et les moyens financiers suffisants, les parents n'hésiteraient pas à envoyer leurs enfants à l'école car ils ne les considéreraient plus comme une main d'oeuvre précieuse.

Les contraintes majeures de l'alphabétisation au Burundi sont l'absence d'une politique adéquate dans ce domaine et les faibles ressources disponibles pour effectuer ce travail. L'analphabétisme des femmes est très préoccupant compte tenu de multiples fonctions qu'elles occupent dans la société.

En plus, les institutions chargées de promouvoir l'éducation et la formation n'ont pas toujours mis l'importance sur l'impact de la formation et de l'éducation des filles dans le développement individuel et social. Cette prise de décision aurait suscité des efforts d'augmentation des structures d'enseignement.

## II.2. LES OBSTACLES D'ORIGINE JURIDIQUE

Dans la société traditionnelle burundaise, le statut de la femme est régi par le droit coutumier, défini et exercé par les hommes. La finalité du clan est de se reproduire en maintenant sa place parmi les autres clans. Les femmes produisent la nourriture et les enfants. A travers l'échange réciproque des filles (et des vaches, symbole de richesse), les alliances entre clans se renforcent. La femme n'a pas de signification en tant qu'individu, elle n'est qu'un maillon de la chaîne de reproduction sociale sous la responsabilité des hommes, chef de famille. Même mariée, elle ne commence à être réellement intégrée dans sa famille qu'à travers ses enfants, la femme procréatrice est bien considérée dans notre société.

La femme doit obéissance à son mari, en retour, celui-ci la protège, c'est lui qui prend les décisions et gère la majeure partie du budget. Sous l'influence de l'évolution de modes de vie et de l'UFB, les pratiques et les lois ont lentement commencé à changer.

Depuis 1980, le code des personnes et de la famille stipule que le mariage est l'union volontaire de l'homme et de la femme, il s'agit d'un acte civil et qui ne peut être conditionné par le versement d'une dot.

La femme mariée est reconnue capable juridiquement. Elle peut passer seule les actes relatifs aux charges du ménage et son consentement officiel est requis en cas de vente, d'hypothèque ou de donation d'un bien familial. Toutefois, il existe des domaines où le poids de la tradition est encore lourd.

Les droits successoraux de la femme restent réduits au privilège de la masculinité et de la dévolution des biens en fonction de leur nature et de leur origine. D'où les réticences encore vives quant à la succession de la fille de la propriété foncière, principale source de richesse dans notre société traditionnelle.

Le code des personnes et de la famille confie également la gestion de la communauté conjugale au mari en tant que chef de famille, avec intervention de la femme lorsque les intérêts du ménage sont menacés. A la dissolution du mariage par exemple, la femme n'emporte que ses effets personnels alors qu'elle est la principale productrice agricole et son droit sur la gestion de la production n'est pas clair.

Le code du travail reconnaît l'égalité des salaires et autres avantages y alloués pour un travail identique. Cependant une certaine discrimination s'observe au niveau des avantages comme le droit au crédit de logement, l'imposition du salaire de la femme, faire soigner ses ayants droits dans le secteur privé.

Malgré les progrès réalisés, pour garantir l'égalité de droit, les femmes du milieu rural en particulier ignorent toujours leurs droits et la plupart ne connaissent pas les procédures à suivre en cas d'injustice.

### II.3. LES OBSTACLES D'ORIGINE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

Au Burundi, les femmes n'ont pas de revenu et n'ont pas accès au crédit. Le revenu est ce qu'on retire d'une activité productrice ou ce que rapporte un capital, un fonds. A l'occasion de l'analyse des obstacles d'origine socio-culturelle et juridique, nous avons vu que la femme avait été mise dans l'impossibilité d'accéder à la propriété et à la gestion des moyens de production et que l'accès à d'autres sources de revenu ne lui avait pas été facilité.

Pour bénéficier d'un crédit, la femme doit d'abord offrir au banquier ses capacités de remboursement dont l'indicateur important et sans doute déterminant est un revenu régulier. L'agriculture vivrière et ses activités connexes comme un petit commerce ou un petit artisanat ne permettent pas de dégager une épargne qui peut constituer un revenu acceptable pour la banque.

En plus du revenu régulier, la femme devra fournir des garanties. Celles-ci sont en général une hypothèque, une assurance, une cession de loyer, une caution bancaire, une délégation de salaire, une propriété foncière, des cultures pérennes ou des cultures saisonnières rentables comme le café, le thé, le coton etc. la femme n'a pas ces garanties.

En milieu rural, la propriété foncière et les cultures qui rapportent de l'argent sont la propriété de l'homme ou gérées par celui-ci. En milieu urbain, très peu de femmes sont des propriétaires immobiliers. Le tableau suivant montre l'effectif des femmes qui possèdent des titres de propriété.

**Tableau n°33: Effectif des femmes possédant des titres de propriétés.**

ANNEE	FEMMES		HOMMES		TOTAL
	Nombre	%	Nombre	%	
1985	50	5.17	964	94.83	1.014
1990	59	4.08	1.213	95.92	1.272
1993	162	11.6	1.374	88.40	1.536

Source: Séminaire sur les stratégies de promotion à l'entrepreneuriat féminin, projet BEST Mars 1996

Nous voyons que les femmes n'ont pas évolué dans l'acquisition des titres de propriété. Il est vrai que les hommes n'ont pas davantage évolué. En 1990, ils ont avancé de 22% par rapport à 1995 alors que les femmes ont même reculé de 1,09%. Par contre en 1993, les femmes ont évolué de 7.52% par rapport à 1990, ce qui est assez appréciable même si elles ne représentent que 11.6% seulement du total des titres de propriétés accordés.

Les garanties les plus accessibles aux femmes qui travaillent restent le salaire. L'argent des femmes rurales provient des petites ventes des produits agricoles ( bananes mûres, les légumes...) ou artisanaux ( paniers, pots..). Cet argent est très insignifiant et est en priorité destiné aux stricts besoins élémentaires du ménage qui ne peuvent être satisfaits par l'exploitation commerciale ( sel de cuisine, savon de lessive, allumettes..)

L'autre handicap majeur de la femme est le manque d'information. En plus de son manque de formation, la femme est surchargée de travail et ne peut pas par conséquent avoir le temps pour s'informer et être informé sur l'existence des institutions financières, des bailleurs de fonds ... La femme ne peut pas avoir le temps de participer également aux séances de formation et d'information, d'écouter les émissions diffusées à la radio. Les multiples tâches sont effectuées de façon archaïque: agriculture à la houe, portage des fardeaux sur la tête ( eau, bois de chauffage, récoltes...), pilages des graines et extraction des tubercules à la main, cuisine sur des foyers non améliorés...

Signalons également que le manque de ressources ne frappe pas seulement la femme, ni les ménages..., même l'Etat n'a pas des ressources suffisantes pour appuyer efficacement le développement social et économique du pays .

## II. 4. LES OBSTACLES D'ORIGINE POLITIQUE ET INSTITUTIONNELLE.

- La mentalité traditionnelle considère l'homme comme étant plus efficace que la femme dans les services extra-ménagers.

- L'égoïsme de l'homme qui est le détenteur du pouvoir politique ne le pousse pas à penser à son égal qui est la femme dans le choix de ses collaborateurs

- Le faible niveau d'instruction des femmes

- La lourdeur des obligations familiales qui ne donnent pas le temps à la femme de s'absenter ou d'alléger ses charges domestiques.

- La timidité de la femme vis à vis des fonctions politiques et publiques .
- La faiblesse des institutions d'encadrement de la femme, la plupart sont naissantes et connaissent de problèmes de moyens de démarrage et manquent souvent de cadre institutionnel de suivi des activités.
- L'insuffisance des centres pour les femmes opérationnels qui formeraient et informeraient les femmes dans les domaines de l'organisation et la gestion des ASBL et ONGs locales, de l'entrepreneuriat féminin de l'élaboration et la gestion et le suivi des projets productifs et sociaux etc...
- L'inexistence des cliniques juridiques qui formeraient et informeraient les femmes de leurs droits et les assisteraient en cas de litiges familiaux.
- les institutions d'encadrement tels que la CCIB, le FNG, le FOSIP n'encadrent pas suffisamment les femmes urbaines encore moins les femmes rurales



## **CHAP III. PERSPECTIVES DE PROMOTION DE LA FEMME POUR LE DHD.**

### **III.1 La santé**

- Former et informer la femme sur bien fondé des soins de santé primaire..
- Former la sages femmes sur les notions de bases de l'accouchement
- Fournir les équipements médicaux nécessaires et les rendre accessible aux plus démunis.
- Renforcer les programmes de prévention pour la promotion de la santé communautaire.
- Lancer des initiatives tenant compte des besoins de femmes face aux maladies sexuellement transmissibles, au VIH/SIDA et aux autres problèmes de santé se rapportant à la sexualité et à la procréation
- Renforcer les capacités nationales à tous les niveaux pour améliorer la qualité des services, promouvoir la participation communautaire en particulier dans la gestion des services et développer un mode de financement communautaire efficace et équitable.
- garantir une alimentation équilibrée en faveur de la femme sinistrée, un logement , l'accès aux soins de santé pour lutter contre les maladies épidémiques dues à la concentration dans les camps.

### **III.2 L'éducation**

- Une stratégie importante pour le secteur de l'éducation est un plaidoyer pour l'éducation de base pour tous en tant que non seulement un droit, mais également le fondement du développement humain.
- Décentraliser la gestion des activités éducatives au niveau provincial au moins en adaptant l'éducation aux besoins et aux aspirations des parents, des femmes et des enfants en particulier.

- Donner une priorité particulière au programme d'éducation de base en faveur des jeunes filles et des femmes, en valorisant leur rôle de future mère et éducatrice de ses enfants.
- La planification des programmes d'alphabétisation intégrée à l'ensemble du système éducatif et au développement économique, social et culturel.
- L'intégration systématique des programmes d'alphabétisation dans les différents projets de développement
- Donner priorités aux femmes dans les programmes d'alphabétisation. Ce qui va permettre d'améliorer leur statut. Leur éducation a des conséquences positives et directes sur la survie des enfants, la productivité économique, la réduction de la fécondité et l'amélioration de leurs conditions de vie.
- Mettre en place un programme de scolarisation des jeunes orphelins de guerre

### **III.3 Rôle de la femme elle-même**

En clôturant son analyse sur la situation juridique de la femme en Afrique Noire Contemporaine, Monsieur M'gabo DAGUI dit ceci: « ... les droits conférés aux femmes par les législations post-coloniales ne sont pas le fruit de la revendication des femmes. Dans ces conditions, les hommes ne peuvent aller au-delà de la limite de ce qui leur apparaît tolérable: C'est-à-dire celle où les droits reconnus à la femme n'ampute pas leur suprématie ».

Les droits s'arrachent et la femme burundaise n'en est pas à son premier combat. elle a déjà remporté quelques victoires ( ex: le code des personnes et de la famille et les amendements y relatifs) et la lutte doit continuer.

La femme doit clairement identifier ses problèmes, les soumettre et poser ses conditions en secouant les différents acteurs à prendre des décisions.

La femme doit s'organiser et constituer un lobby par la création et l'adhésion dans des associations de promotion et de défense de ses droits, des associations de développement et des associations à caractère politique pour faire entendre sa voix.

La femme doit faire preuve d'initiative et de créativité dans la mise en place de petites activités de production, dans la proposition d'une législation qui les favorise.

La femme doit briller par la force de travailler. Elle a appris dès le jeune âge à travailler plus que l'homme, elle doit par conséquent garder son rythme de travail afin de concurrencer les hommes.

La femme doit mettre en place une stratégie de diffusion de l'image d'une femme burundaise dont la parole a le même poids que celle de l'homme par les médias.

La femme sinistrée doit malgré tous les problèmes vécus, rester attaché à son travail primordiale qui est le travail de la terre. La possibilité de faire autre chose que l'agriculture pour gagner l'argent doit être secondaire.

### **III.4 Rôle des pouvoirs publics**

- Intégrer la femme comme une nécessité prioritaire et primordiale pour un véritable progrès dans les domaines de la vie socio-économique du pays.
- Définir une politique claire et cohérente de promotion de la femme tant du milieu urbain que du milieu rural et prévoir des actions spécifiques orientées vers la réduction des disparités entre les groupes et vers l'allègement du travail des femmes.
- Mettre en place des programmes d'allègement du travail de la femme.
- Concevoir un cadre de concertation entre les décideurs et les représentantes de femmes pour une large participation des femmes dans la définition et l'élaboration des politiques. Pourquoi pas un conseil national pour le développement de la femme .
- Assurer une large représentativité de la femme dans tous les secteurs de prise décisions.
- Mettre des représentants des femmes dans tous les ministères sociaux et économiques qui défendent les intérêts de la femme.
- Soutenir la femme rurale dans l'augmentation de sa production et dans sa commercialisation
- Soutenir et inciter la mise en place des associations féminines d'épargne et de crédits

- Intégrer la femme sinistrée dans son milieu de travail par une politique approprié de développement rural.
- Mettre à la disposition des femmes sinistrées de lopins de terre à cultiver.

### **III.5 Rôle des organismes d'encadrement et de soutien au développement**

- Reconnaître le rôle de la femme dans la société et soutenir tous les efforts visant à promouvoir la femme.
- Aider à la mise sur pied des banques des femmes
- Exiger que l'octroi de l'aide soit conditionné par la mise en place d'un certain nombre de projets pour le développement de la femme.
- Initier les cliniques juridiques et les doter des moyens nécessaires à la formation des moyens nécessaires à la formation et à l'information de la femme sur les textes juridiques en leur faveur.
- Mettre sur pied et financer les centres de formation des femmes
- Planter les pépinières d'entreprises qui aideraient les femmes à lancer leurs propres entreprises.
- Octroyer l'aide humanitaire aux populations sinistrées en général jusqu'à ce qu'elles retrouvent leur autonomie économique.
- Participer aux programmes de réhabilitation, de reconstruction et de réinstallation des déplacés.

### **III.5 Rôle du législateur et des services utilisateurs**

- Adapter la législation burundaise au contexte moderne dans les domaines encore régis par la coutume
- Vulgariser les textes de lois promulgués pour que nul n'ignore ses droits
- Traduire les principaux textes de lois en langue nationale.

- Demander l'introduction du concept de droit humain et de surcroît celui de la femme dans tous les curricula et à tous les niveaux d'enseignement.
- Adopter des textes de lois qui permettent à la femme d'acquérir, de vendre, d'hériter et d'administrer ses biens.
- Garantir aux femmes la liberté de choix sur le plan juridique, notamment le choix de s'individualiser financièrement par l'épargne et le crédit et assurer que cette liberté soit reconnue comme un droit par tout le monde.
- Prévoir un texte régissant les droits des populations sinistrées contraintes à quitter leurs foyers et démunies de tous.

### **III.6 Rôle de la société civile féminine**

- "L'union fait la force". Le mouvement associatif est très important pour impulser une dynamique nouvelle aux femmes.
- Les femmes doivent être conscientes que c'est par la conjugaison de leurs efforts que les choses vont changer. Elles doivent militer dans les associations de développement, échanger les expériences et les compétences avec les autres.
- Les associations féminines doivent également travailler ensemble et constituer un groupe de pressions à l'endroit des décideurs politiques.
- La société civile doit former des leaders féminins capables de les représenter au niveau des postes de prise de décisions.
- Soutenir les femmes déplacées et profiter de cette concentration pour leur former sur le bien-fondé des associations et des groupements.
- Faire passer les messages de développement économique dans les camps tels que l'introduction des nouvelles techniques de production, l'amélioration des soins de santé, la scolarisation des filles, les droits conférés à la femmes dans le ménage etc...

## **CONCLUSION**

Le rôle et le statut de la femme sont perçus différemment suivants les pays et les traditions. Au Burundi , il ya une prise de conscience de toutes les composantes de la société dans la lutte contre la discrimination du genre. Toutefois, l'engagement ferme, la prise de position des femmes contre leur discrimination criante, la formation des groupes de pressions n'ont toujours pas accompagné cet éveil de conscience.

Des études et enquêtes relatives à la femme burundaise font actuellement défaut, il nous a été pratiquement impossible de relater certains faits sur la santé, sur l'éducation et sur le revenu.

Il est opportun d'aider la femme burundaise à contourner et à résoudre tous les obstacles qui l'empêchent de jouir de ses droits, de mettre sur pied des structures d'encadrement et de formation des femmes et de financer les enquêtes exhaustives sur la situation de la femme burundaise en particulier.

Nous espérons que ce document pourra aider à remarquer les lacunes enregistrées dans le développement de la femme afin de sensibiliser les différents partenaires à participer à l'amélioration du statut de la femme dans le développement humain durable.

## **BIBLIOGRAPHIE**

- 1° Rapport Mondial sur le développement humain 1993
- 2° Rapport Mondial sur le développement humain 1994
- 3° Rapport Mondial sur le développement Humain 1995
- 4° Rapport Mondial sur le développement Humain 1996
- 5° Rapport Mondial sur le de développement Humain 1997
- 6° PNUD : Rapport sur le développement Humain durable dans le contexte du pays , rapport de l'atelier du 9-12 Juin 1997, Bujumbura, Juin 1997
- 7° UPP: Séminaire -atelier sur la stratégie de planification des ressources humaines au Burundi, Rapport final, Bujumbura, Mars 1997
- 8° Banque Mondiale/ PNLS : Etude D'impact socio économique du VIH/SIDA au Burundi, rapport définitif, BCJA, Bujumbura, Décembre 1996.
- 9° Projet BEST/USAID: Séminaire sur les stratégies de promotion de l'Entreprenariat Féminin au Burundi, Bujumnbura, Mars 1996
- 10° Nations Unies : Sommet Mondial pour le Développement social, New York, MARS 1995
- 11° UNICEF: Analyse de la situation de la femme et de l'Enfant au Burundi, Bujumbura, Avril 1988
- 12° UPP/ APF : Etude de la situation de la femme sinistrée au Burundi, Bujumbura, Avril 1995
- 13° Ministère de l'Action Sociale et de la promotion de la femme: Rapport du Burundi sur la mise en application des stratégies prospectives de NAIROBI, Bujumbura, octobre 1994
- 14° UNICEF: femmes et Enfants du Burundi: analyse de la situation, Bujumbura, 1992

15° FNUAP/APF: Séminaire provincial sur la thème : Femme- Population- Développement , Rutana Décembre 1994

16° Ministère de la Planification du développement et de la reconstruction: Politique Nationale de reconstruction et de Relance du Développement, Octobre 1995

17° UNICEF: Analyse de la situation de la femme et de l'enfant: Province de Muyinga, Janvier 1988

18° FNUAP/APF: Rapport des journées provinciales de réflexion sur le suivi des recommandations de la 4ème conférence mondiale sur les femmes: Statut de la femme-croissance démographique et développement durable, Cankuzo, Mai 1997; Rutana, juin 1997

19° Ministère de l'Education nationale: Annuaire de l'enseignement 1981-1982

20° Ministère de l'Education nationale : Annuaire scolaire 1992-1993

21° Ministère de l'Enseignement primaire : Annuaire de l'enseignement primaire 1995-1996

22° Ministère des droits de la Personne Humaine, de l'Action sociale et de la promotion de la femme: Séminaire national d'information et de suivi des recommandations de la quatrième conférence mondiale sur les femmes, Juin 1996.

23.OMS: les réseaux nationaux de développement sanitaire à l'appui des soins de santé primaires, Publication Offset n°94, 1986.

24. OMS: L'évaluation et l'assurance de la qualité des soins de santé primaires, publication offset n°105, 1989.